L'Anarcho-Syndicaliste n°37
2 février 1964
Union des Anarcho-Syndicalistes

L'OPERATION M. X...

Dans son discours d'Albi, le 14 décembre, à la question *"que pensez-vous d'une candidature de Mr G. Defferre?",* Guy Mollet répondait en ces termes: *"Il y a quelque temps c'était un sujet de discussion à l'extérieur du parti. Depuis deux jours ce problème est maintenant posé au parti".*

De qui donc Mr X fut-il le véritable candidat? L'Express, des personnalités comme Mitterand, Maurice Faure, les aninateurs du Centre d'Action institutionnel, des assises de "la famille socialiste", du Club Jean Moulin, en un mot les "colloqueurs" constituent le courant qui lança puis imposa la candidature Defferre.

Les 7 et 8 Décembre eut lieu le premier d'une série de colloques de "la famille socialiste" qui se proposent d'établir "la charte de l'unité socialiste" et du même coup le programme du candidat unique de "la gauche" à la présidence de la "Vème République".

Outre plusieurs membres de la S.F.I.O. (A. Gazier, Jacquet, Fuzier, Brutelle) ce colloque réunissait diverses personnalités se réclamant toutes du "socialisne moderne" parmi lesquelles on distinguait G. Martinet (P.S.U.) qui transmit les excuses de son ani P. Le Brun (C.G.T), F.Mitterand (U.D.S.R.), P.Vignaux (S.G.E.N.-C.F.T.C.) qui se déclare décidé à surmonter le problème des rapports entre socialistes et chrétiens, A.Détraz (C.F.T.C.) qui insiste sur une nécessaire liaison entre partis et syndicats, Douroux (C.N.J.A.) qui explique qu'une partie des catholiques a fait le choix du socialisne (moderne), S.Mallet (P.S.U.), théoricien de l'association capital-travail, G.Suffert du P.S.U., du Club Jean Moulin et de l'Express, qui souligne l'importance do la planification démocratique, Ch.Hernu du Club des Jacobins, et quelques autres.

Le week-end suivant, à l'initiative du Club Jean Moulin, du Cercle Tocqueville, du Club Citoyen 60, de Démocratie nouvelle de Marseille, de l'Association des Jeunes Cadres, et du Groupe de Recherche Ouvrier et Paysan (rassemblant des dirigeants nationaux du C.N.J.A. et de la C.F.T.C., dont Detraz et Jexinson), un document écrit était mis au point *"dans la perspective et en une de la première élection présidentielle au suffrage universel".*

Il contient un certain nombre de propositions précises en divers domaines, notamment *"la formation de sections syndicales d'entreprise, un nouveau type de rapport entre travailleurs et dirigeants dans le secteur public et nationalisé, le dépassement de l(antoganisne entre "laïques" et "cléricaux", un contrat national de progrès entre le pouvoir de demain et les forces vives (c'est à dire les syndicats)".*

Et le commentateur du Monde (17 Décembre), R.Barillon, se félicite de ce que *"des syndicalistes aient souscrit à une telle revendication, car elle implique que, dans leur esprit, la presque sexagénaire charte d'Amiens, qui élevait une barrière entre syndicats et fomations politiques, ne correspond plus aux exigences do l'époque actuelle".*

Dans son discours du 12 Janvier, le Maire de Marseille salue "les résultats très encourageants" du premier colloque de "la famille socialiste". Pour le reste on y chercherait en vain quelque précision, si ce n'est que Defferre se réclame de l'actuelle Constitution de 58 et qu'il affirme avec force: *"C'est aux crédits d'éducation nationale qu'il faut donner la priorité n° 1"*. (Le candidat

de "toute la gauche", dons un superbe- "dépassenent" de la loi Debré, répondait-il par là aux préoccupations des "Jeunes du M.R.P" qui se déclaraient, le même jour, pour "une politique prioritaire de l'enseignement et des équipements collectifs"?).

Toutefois, certains milieux soucieux de "modernisme" et d'unité familiale se sont attristés de l'indélicatesse dont fit preuve le candidat à l'égard du P.C.F. "Tribune Socialiste", l'hebdomadaire du P.S.U., prend ainsi la défense du grand frère: *"qu'on nous précise bien, avant, les transformations institutionnelles qui seront prises dès le lendemain de l'élection... Le débat doit rester ouvert sur ce point. Certes, cela entraîne la discussion avec toutes les forces de gauche, et nous ne pourrions pour notre part accepter que le parti communiste soit exclu de ces consultations...".*

Le même souci inspire "Témoignage chrétien" dans cette tirade où l'hommage à la vertu s'harmonise avec le thème sartrien des "mains sales":

"... On sent le désir d'affirmer une sorte de pureté retrouvée, dans les intentions et dans les gestes, qui donnerait son véritable visage à une démocratie moderne, jeune.

Mais à force de vouloir à tout prix sauver cette pureté, Gaston Defferre a peut-être perdu le sens d'une CERTAINE dureté. Au niveau de l'idéologie toujours, je crois que pour de jeunes hommes comme nous, cette rupture froidement décidée, ce refus immédiat de dialogue avec le parti communiste et tout ce qu'il représente comme masses humaines, ne peuvent aller sans de douloureux problèmes de conscience.

Au niveau de l'idéologie encore, je ne crois pas que cet escamotage délibéré de quatre millions de personnes puisse apparaître comme un signe de renouveau de la vie politique française, mais plus exactement comme une constante cruelle...".

Dans l'Humanité du 20 Janvier, Andrieu se félicite des pieuses attentions des "démocrates" chrétiens: *"cette remarque, il est probable que des millions de démocrates la feront aussi... pour notre part nous nous efforcerons de les en convaincre".*

Nul doute que le P.C.F. trouve des bases d'accord-, avec le candidat des "colloqueurs" puisqu'il inscrit dans son projet de programme pour le 17ème congrès: *"La participation active...aux affaires publiques... en attribuant aux travailleurs et à leurs organisations un pouvoir de contrôle et de gestion dans le domaine économique et social..., l'institution, à tous les échelons de la vie économique, d'un pouvoir de contrôle des travailleurs, l'extension des attributions des comités d'entreprise..."* (Humanité du 15- 1-64). Autant de formules qui ne peuvent qu'affriander les intégrationnistes du P.S.U., de "témoignage chrétien" et d'ailleurs.

Quant à la vieille social-démocratie, on sait que l'euphorie n'y est pas unanime: Mollet et Fuzier (qui écrit dans le Bulletin intérieur du parti: *"le problème de l'élection présidentielle a été posé au parti dans de telles conditions que nous ne sommes plus entièrement libres de nos décisions"*) ont exprimé cette amertume de cocus qu'on retrouve plus ou moins nuancée dans les déclarations des fédérations du Nord, du Pas-de-Calais, de la Seine et de la Loire-Atlantique.

Le Congrès de Clichy a consacré le succès de l'opération X, en même temps que la liquidation de la S.F.I.0. Defferre a développé, sous le vocable de "contrat national de progrès", la thèse de l'intégration des syndicats:

"... Dans le nouveau Plan le contrat national de progrès ne sera pas un programme établi par l'Exécutif seul et soumis à une simple ratification des corps intermédiaires et du Parlement...

Ce contrat devra être préparé avec les syndicats représentatifs, donc forts...

La méthode consistera à élaborer des accords contractuels sur la répartition et l'affectation des fruits de la croissance, établir un véritable contrat national de progrès pour les quinze ans à venir et ce, bien entendu, par tranches de cinq ans..."

La bataille sévère, engagée par Mollet pour la sauvegarde de "la vieille maison" peut se résumer à ceci: Defferre a mis le parti devant un fait accompli - on brade le parti au bénéfice des clubs - "le candidat ne doit pas entraîner le parti sur des positions non délibérées par celui-ci". Un vif débat de procédure au sujet d'une motion, une querelle de bureaucrate qui, à aucun moment n'aborde sérieusement le problème de fond, notamment celui du "contrat national".

La résolution finale, présentée par Mollet comme une "synthèse heureuse", et votée à l'unanimité, stipule en priorité :
"La planification démocratique comprenant conjointement un programme d'investissement, un plan social sous la forme d'un contrat national de progrès et une juste représentation des travailleurs dans les organismes du Plan, ainsi que les réformes de structure et nationalisations nécessaires à l'exécution de ce plan...".

Le lendemant, Andrieu commente imperturbablement dans l'Humanité: *"Il ne suffit pas de faire des promesses. Encore faut-il trouver les moyens de les réaliser. ET comment croire, sérieusement, que l'on pourrait faire échec au pouvoir gaulliste sans les communistes?".*

Par contre, au milieu de cette corruption, la voix d'un dirigeant réformiste s'est élevée avec netteté. Dans "l'Ecole Libératrice" du 10 janvier, Desvallois, le secrétaire général du S.N.I., consacre son édito à la stratégie développée par les clubs et colloques:
"Tout est mis en oeuvre pour rassembler - dit-on - les membres épars d'une grande famille... Verra-t-on, une fois de plus, l'opposition au socialisme prendre la forme du socialisme ?... Ce qu'on nous offre - une "laïcité de bon aloi" prônée par des milieux catholiques, un socialisme de demain revu et corrigé par le courant chrétien, un syndicalisme passant contrat - ne nous apporte aucune promesse de renouveau valable et vrai. Pour nous, l'indépendance des esprits tient à la laïcité de l'école et l'indépendance du syndicalisme réside dans sa force de contestation...".

Cette réaction de Desvallois devait avoir ses prolongements au Comité National d'Action Laïque qui, dans sa conférence de presse du 23 Janvier, réaffirmait ses principes: *"La mode est au modernisme et sous ce prétexte on nous invite à "dépasser" nos positions d'antan.. Par exemple, la laïcité devrait être mise en sommeil..."*; et le C.N.A.L. rappelle opportunément son attachement à la nationalisation de l'enseignement (bien qu'il faille noter dans la formulation une certaine ambiguïté, notamment au sujet des aumôneries explicitement combattues dans l'Ecole Libératrice).

Nous estimons à sa valeur le fait que la direction réformiste du S.N.I. ne soit pas touchée par la grâce d'un "modernisme" qui sent par trop la poussière de sacristie ?

Mais si, malgré le silence complice du P.C., l'opération Defferre rencontre heureusement des résistances, elle constitue néanmoins une vaste campagne de ralliement de "la gauche" aux thèses gaullistes; ses auteurs se proposant par une répartition des tâches familière aux chrétiens, de remplir en direction des travailleurs le rôle dans lequel l'U.N.R. avait jusqu'alors échoué.

Pour toute correspondance s'adresser à:

Michel GATINEAU
107 rue Jean Jaurès
S. FLORENT - NIORT (Deux Sèvres)

CCP: 2.493.81 NANTES

Abonnement: 5.00 F les 10 numéros
Abonnement de soutien: 10 F.